

**Réseaux, services et mobilité-transports**

/ Eau et assainissement  
/ Veille sanitaire et écologique

Réf. D17-003909

**Dossier suivi par :**

Frédéric Crussard

Tél. : 0320212743

Fax : 0320213459

Mail : fcrussard@lillemetropole.fr

Monsieur le Directeur de  
l'Etablissement Becquet  
Rue Arago  
59930 La Chapelle d'Armentières

**Objet : Arrêté d'autorisation**

Lille, le **18 MAI 2017**

Monsieur le Directeur,

Vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation de déversement des eaux usées assimilables domestiques dans le réseau public d'assainissement pour votre Etablissement Becquet situé à La Chapelle d'Armentières.

J'ai l'honneur de vous notifier votre arrêté d'autorisation de déversement définissant les conditions techniques particulières qu'il vous appartient de respecter compte tenu des caractéristiques de votre rejet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de mes salutations distinguées.

  
  
Sébastien LEPRETRE  
Vice-Président en charge  
de l'Assainissement

PJ : 1 arrêté

Copie : Mairie de La Chapelle d'Armentières



**AI-FT-002 V3**

**La Métropole européenne de Lille**  
**Réseaux et services**  
**Direction Eau et Assainissement**  
**Veilles sanitaire et écologique – Assainissement industriel**  
1, rue du Ballon CS 50 749  
59 034 Lille cedex  
Tél: 03.20.21.34.55. / Fax : 03.20.21.34.59.

## **Arrêté d'autorisation de déversements d'effluents assimilables domestiques dans un réseau de collecte d'eaux usées urbaines.**

Le Président du Conseil de la Métropole Européenne de Lille;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et en particulier ses articles L 2224-8, L 2224-11, L 2224-12, L 5211-9 et R.2224-6 à 17

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 1331-10; L.1331-11 ; L.1331-15, L.1337-2, et R 1331-2

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R.211-11-1 ; R.211-11-2 ; R.211-11-3 (programme de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique) et les arrêtés des 20 avril 2005, et 30 avril 2005, 21 mars 2007, pris pour leur application;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu le règlement sanitaire départemental,

Vu la délibération 04 C 0487 du 15 octobre 2004 établissant le Règlement du Service de l'Assainissement,

Vu les délibérations 07 C 0883 du 20/12/2007, 08 C 0437 du 25/09/2008 et 09 C 0720 du 11/12/2009 qui régissent les modalités de facturation des rejets non domestiques

Vu l'arrêté n°14A053 du 20 octobre 2014 accordant délégation du pouvoir de police spéciale « assainissement » à M. LEPRETRE, Vice-président en charge de l'assainissement,

Vu le dossier de demande d'autorisation de déversement d'eaux usées autres que domestiques déposé par la société BECQUET et notamment les plans des réseaux intérieurs de collecte des eaux usées domestiques et assimilées, eaux usées non domestiques et eaux pluviales annexés au présent arrêté ;

**ARRETE**

## ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

La société BECQUET (n° de SIRET : 46650068300019) ci-après dénommé « l'Établissement », sis rue arago à la chapelle d'Armentières est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées non domestiques, issues de son activité de vente à distance entreposage, (code APE 4791 A), dans le réseau d'assainissement de la Métropole Européenne de Lille ci-après dénommée « la collectivité », via le branchement et dispositifs de prétraitement et de surveillance décrits en annexe 1 au présent arrêté.

**Il n'est pas autorisé à déverser au réseau tout effluent issu d'un process industriel et dont les caractéristiques ne sont pas assimilables à un rejet domestique.**

## ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES DES EFFLUENTS DÉVERSÉS

### 2.1. Définitions

Les **eaux usées assimilables domestiques** comprennent les eaux usées provenant des cuisines (hors industrielles), buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

Les **eaux pluviales** sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage des jardins et de lavage des voies publiques et privées et des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, etc.

### 2.2. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, **les eaux usées doivent** :

- a) être neutralisées à un **pH compris entre 5,5 et 8,5**. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.
- b) **être ramenées** à une température inférieure ou **au plus égale à 30°C**
- c) **être débarrassées des matières flottantes, déposables ou précipitables** susceptibles, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages, de développer des gaz nuisibles tant pour les ouvrages que pour le personnel d'entretien des égouts.
- d) **ne pas contenir** de matières ou de substances susceptibles :
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
  - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement,

Pour la gestion des **eaux pluviales**, l'infiltration sera privilégiée lorsqu'elle n'est pas préjudiciable à la qualité des nappes phréatiques.

## 2.3. Prescriptions particulières

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies par le règlement d'Assainissement.

### ARTICLE 3 : LES CONDITIONS DE SURVEILLANCE DU DÉVERSEMENT

**La Collectivité se réserve la possibilité de procéder à tout moment à des contrôles et à des prélèvements** permettant de vérifier que les rejets dans le réseau d'assainissement public sont conformes aux prescriptions de l'article 2.

### ARTICLE 4 : REJETS ACCIDENTELS - DEGRADATION DU RESEAU PUBLIC

En cas de dysfonctionnement, l'Etablissement est tenu d'en avertir les services de la Métropole Européenne de Lille. **Les coordonnées des interlocuteurs à prévenir sont les suivantes. Elles peuvent être modifiées par simple courrier de la Métropole Européenne de Lille. Ces modifications sont alors appliquées sans délai par l'Etablissement.**

- Laboratoire de Veille Ecologique  
ndumont@lillemetropole.fr
- Service Assainissement Industriel  
fcrussard@lillemetropole.fr

### ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement est soumis au paiement de la redevance d'assainissement (dont le tarif est fixé par délibération du Conseil de la Métropole).

### ARTICLE 6 : DURÉE DE L'AUTORISATION

**La durée de la présente autorisation est limitée soit par la cessation d'activité**, soit par le changement d'activité ou de société ou par le changement des caractéristiques du rejet.

Dans ces cas, une nouvelle demande d'autorisation doit être effectuée auprès de la Présidence de la Métropole Européenne de Lille.

### ARTICLE 7 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement devra en informer la Présidence de la Métropole Européenne de Lille.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

En cas de non-respect par l'Établissement des dispositions du présent arrêté, celui-ci pourra être suspendu voire abrogé.

## ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire.

L'Établissement BECQUET, bénéficiaire, Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Européenne de Lille et tous les agents de la force publique et/ou assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise aux autorités compétentes.

Fait à LILLE, le **18 MAI 2017**

Pour le Président de la Métropole  
Européenne de Lille

Sébastien LEPRETRE,

Vice-Président, en charge de  
l'assainissement

The image shows a circular official stamp of the Métropole Européenne de Lille. The stamp features a central emblem with a lily and the text 'MÉTROPOLÉ EUROPÉENNE DE LILLE' around the perimeter. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink.

*Sceau et Signature*

## ANNEXE I – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES : RACCORDEMENT(S) ET DISPOSITIFS DE TRAITEMENT

Les installations intérieures et de raccordement aux réseaux publics de collecte des eaux usées et pluviales de l'Établissement BECQUET doivent répondre aux prescriptions suivantes :

### 1.1. Raccordements au réseau public

**Points de prélèvements ou de comptage des eaux de forage, de surface ou de ville / Points de déversement**

Prélèvement d'eau	Comptage (emplacement, type,...)
Eau de ville	01E074843 02WH041670 78PF001371 89CKP4287 01WH024033

Déversement d'effluents	Rejet des eaux assimilées domestiques situé rue Arago
-------------------------	---

### 1.2. Installations de prétraitement et de récupération

L'Établissement doit identifier les matières et substances générées par son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement et, en cas de rejet accidentel dans le réseau public, de présenter un risque pour les agents, les réseaux et/ou la station d'épuration.

L'Établissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et notamment, récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement